

Communiqué de presse de l'Union Suisse des Paysans du 5 novembre 2015

## Un affront aux agricultrices et agriculteurs suisses

**Le Comité de l'Union suisse des paysans (USP) est indigné par les propositions du Conseil fédéral de réduire de 800 millions de francs les enveloppes financières destinées à l'agriculture pour la période 2018-2021. Pour l'USP, cette réduction n'est rien d'autre qu'un affront aux familles paysannes. Elle considère comme une provocation inouïe les propos selon lesquels les agricultrices et agriculteurs devraient compenser les réductions par des gains de productivité.**

Les agricultrices et agriculteurs suisses font face à un environnement très difficile à l'heure actuelle. Leur revenu du travail, déjà bien maigre, pourrait fondre de près de 11 % en 2015. Par conséquent, les coupes annoncées par le Conseil fédéral de près de 800 millions dans les enveloppes financières pour la période 2018-2021 résonnent comme une nouvelle gifle cinglante ! Conséquence dévastatrice, les revenus agricoles continueraient de baisser, bien que le Conseil fédéral soit tenu par la loi sur l'agriculture de garantir qu'ils correspondent aux salaires versés dans des branches comparables. L'USP considère comme une provocation inouïe les propos selon lesquels l'agriculture devrait compenser les réductions par une nouvelle « amélioration de la productivité ».

Le Conseil fédéral ne veut pas attendre jusqu'en 2018 pour faire des économies. Il prévoit déjà d'investir beaucoup moins que promis à partir de 2016 et 2017 - ce qui est totalement incompréhensible. A la différence de tous les autres domaines, les dépenses dans l'agriculture sont restées stables ces dix dernières années. Les agricultrices et agriculteurs suisses se sont vu confier un mandat de prestations d'intérêt public à long terme avec la Politique agricole 2014-2017. Deux ans plus tard, alors que tous les programmes sont en route et que les agriculteurs mettent en œuvre les nouvelles exigences, tout d'un coup le Conseil fédéral ne veut plus payer toutes les prestations commandées.

L'USP s'opposera farouchement aux plans d'économie et exige du Conseil fédéral qu'il répare cette trahison. Faute de quoi, il appartiendra une fois de plus au Parlement – lequel a déjà souvent dû corriger les décisions erronées du Conseil fédéral – de le faire.

### **Grande manifestation le 26 novembre 2015 (en attente de l'autorisation de la Ville de Berne, date définitive à confirmer)**

La décision de réduire massivement l'enveloppe financière pour la période 2018-2021 aura été la goutte de trop ! Avec :

- les propositions d'économies majeures pour le budget 2016
- la modification de l'ordonnance sur la protection des eaux
- le refus d'améliorer les conditions-cadres pour l'économie sucrière
- l'engagement très timide pour défendre la loi chocolatière

le Conseil fédéral avait déjà totalement fait fi des intérêts des familles paysannes. Lors de la séance qui s'est tenue aujourd'hui, le Comité de l'USP a décidé d'organiser une manifestation d'envergure nationale le 26 novembre 2015 à Berne (en attente de l'autorisation de la Ville de Berne, date définitive à confirmer). L'USP s'est attelée sans plus attendre à la préparation de cette manifestation. Des informations plus détaillées seront données par l'USP lors d'une conférence de presse le 11 novembre prochain.



Seite 2 | 2

*Renseignements :*

*Markus Ritter, président de l'USP, tél. 079 300 56 93*

*Jacques Bourgeois, directeur de l'USP, tél. 079 219 32 33*

*Francis Egger, responsable Economie, formation et relations internationales, tél. 079 280 69 66*

*[www.sbv-usp.ch](http://www.sbv-usp.ch)*

